

FDSEA 32 et JA 32 : 1 an de mandat, plus que des visites nous attendons des actes

Réactions des deux syndicats agricoles suite à la visite du ministre Bruno Le Maire



FDSEA 32 et JA 32 : 1 an de mandat, plus que des visites nous attendons des actes

" Dans le cadre de l'action gouvernementale au terme de la première année de mandat, c'est Bruno le Maire Ministre de l'Économie et des Finances qui a été mandaté pour venir dans le Gers. À cette occasion, la FDSEA et les JA du Gers ont obtenu un rendez-vous afin de lui présenter les problématiques agricoles de notre département rural pour lequel l'agriculture représente la première économie du territoire.

Dans le contexte agricole actuel, il est grand temps d'obtenir des réponses et des solutions claires. La FDSEA et les JA du Gers ont eu à cœur de mettre en valeur l'agriculture gersoise, première économie du territoire et balayer l'ensemble des problématiques avec un Ministre qui ne semble pas avoir oublié son passé de Ministre de l'Agriculture mais dont nous attendons plus que des paroles. Après un an de mandat, place aux actes !

Ainsi, nous lui avons exprimé notre désaccord sur le zonage des ZDS qui exclut encore 63 communes dans lesquelles la perte de l'ICHN est synonyme de disparition de l'élevage et de recul de l'installation. Nous avons soutenu la nécessité d'une PAC forte avec un projet agricole européen articulé autour de trois axes : compétitivité, durabilité et résilience. L'Etat doit également lutter activement contre la distorsion de concurrence au lieu de l'accentuer avec des accords tels que le Mercosur ou le Ceta. De plus, à la veille de l'examen du projet de loi des Etats Généraux de l'Alimentation il est indispensable de rappeler au gouvernement ses engagements de départ : « permettre aux paysans de vendre à un prix qui permette de vivre dignement » tout en « réconciliant les agriculteurs, les consommateurs et les acteurs de l'environnement » et en accompagnant « la transformation d'un modèle productif et de consommation ».

Dans notre agriculture d'aujourd'hui, c'est toute la vie des exploitations qui doit être optimisée, de l'installation à la retraite en passant par la transmission, or chaque étape souffre d'une politique inadaptée et obsolète et nous avons à cœur d'en alerter Mr Le Maire.

Plus que jamais, tous les agriculteurs, toutes générations confondues, ont besoin d'une action politique concrète, forte et ambitieuse, sans quoi c'est toute une profession mais également tout le territoire qui est menacé. Le Gers est l'un des départements les plus ruraux de France. Affaiblir son agriculture, c'est affaiblir toute son économie et de facto son tissu social. L'heure n'est plus à la réflexion de perspectives, mais bien à l'action ".